

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

Grenoble, le 11/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



GUILLAUD TP

CUSILLIERES
38440 ST JEAN DE BOURNAY

Références : 2022-Is089SS
Code AIOT : 0006101022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2022 dans l'établissement GUILLAUD TP implanté CUSILLIERE 38440 ST JEAN DE BOURNAY. L'inspection a été annoncée le 21/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se déroule dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et dans le cadre d'une demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation en phase finale d'instruction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUILLAUD TP
- CUSILLIERE 38440 ST JEAN DE BOURNAY
- Code AIOT : 0006101022
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Cette carrière est autorisée au nom de la société SJTP par l'arrêté préfectoral n°2013287-0012 du 14 octobre 2013 pour une durée de 10 ans, une superficie de 5 ha et une production maximale de 60 000t/an.

La société SJTP (groupe REGUILLON) a fait l'objet d'une fusion absorption par la société GUILLAUD TP (groupe REGUILLON) le 1er juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Action régionale relative à la nature des déchets inertes reçus en carrière et procédures mises en place dans ce cadre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées. De plus pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	registre et plan	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	extraction	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 21-1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 28.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	remblayage	Arrêté Préfectoral du 28/10/2019, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/12/2018, article 1	/	Sans objet
3	clôture et barrière	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 34.1 et 34.2	/	Sans objet
5	pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 29	/	Sans objet
7	qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 28.4	/	Sans objet
8	remblayage	Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 38.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de ses constats lors de la visite d'inspection du 27 juillet 2022., l'inspection des installations classées relève quatre non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2018, article 1
Thème(s) : Situation administrative, PPC
Prescription contrôlée : L'article 6 de l'arrêté préfectoral 2013287-0012 du 14 octobre 2013 est complété par les dispositions suivantes : le montant réactualisé des garanties financières pour les deux phases quinquennales est le suivant : phase 2 (2018) : 129 573,49 € TTC Phase 3 (2019-2023) : 119 226,89 €
Constats : L'acte de cautionnement est établi. Il correspond à la phase 2019-2023. Il est valide jusqu'au 14 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : registre et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 11
Thème(s) : Situation administrative, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau topographiques, les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,), les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction, les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs. Les surfaces S1, S2, S3... des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Un plan photogrammétrique est établi annuellement par drone. L'ensemble du site est visible sur le plan (photo) et les courbes de niveau sont figurées. Les surfaces S1, S2 et S3 ne sont pas mentionnées et les écarts par rapport au phasage initial (visibles sur le plan) ne sont pas explicités.

<p>Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de faire figurer sur ce plan le phasage prescrit par l'autorisation, au besoin d'informer le préfet par un porter à connaissance de la nécessité de réviser celui-ci en fonction de l'avancement des travaux et de réviser les garanties financières en conséquence.</p> <p>Dans le cas présent, cette révision sera intégrée dans le projet d'arrêté préfectoral établi dans le cadre de la demande d'extension-renouvellement de l'autorisation en cours d'instruction.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : clôture et barrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 34.1 et 34.2
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>34.1 -L'accès au site sera contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.</p> <p>34.2 -L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site seront interdits par une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Le danger présenté notamment par la proximité des fronts de taille sera signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" seront mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Constats : L'accès au site est protégé par un portail fermé en dehors des heures d'ouverture. L'ensemble du site est ceinturé par des clôtures ou des merlons d'une hauteur suffisante pour éviter les intrusions. Des panneaux d'information sont présents sur les clôtures</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 21-1
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction des matériaux est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. L'utilisation des explosifs est interdite. Une pelle mécanique permettant une ouverture de bras d'au moins sept mètres est présente sur le site.</p> <p>Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 7 mètres. Leur nombre est limité à 3. Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur au moins égale à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p> <p>L'extraction sera limitée en profondeur à la côte NGF de 380,9m à l'Ouest et de 390,9 m à l'Est et à 1 mètre au-dessus des plus hautes eaux décennales de la nappe phréatique.</p>

<p>Ces deux points seront raccordés entre eux par une pente régulière. La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 6 m.</p>
<p>Constats : L'extraction est réalisée avec une pelle mécanique. Le jour de l'inspection il n'y avait qu'un seul front d'extraction d'une hauteur inférieure à 7 mètres. L'examen du plan topographique permet de constater que les côtes fond de fouille sont respectées. Le réseau de piézomètres permet de suivre les niveaux de la nappe et de constater que la protection de 1 mètre de matériaux non extraits est maintenue par rapport aux niveaux observés. Toutefois le niveau des plus hautes eaux décennales n'a pas été établi (calcul statistique).</p>
<p>Observations : L'exploitant fera établir par un hydrogéologue le niveau des plus hautes eaux en situation décennale</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : pollution atmosphérique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PPC</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l'abattage des poussières gênantes pour le voisinage. Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux sont arrosés en tant que de besoin et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émissions de poussières Les véhicules quittant le site ne devront pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, un dispositif permettant le nettoyage des roues et du châssis des véhicules sera installé en sortie du site. Il fonctionnera en circuit fermé et devra être équipé d'un décanteur-déshuileur entretenu régulièrement.</p>
<p>Constats : le site dispose d'une citerne à eau permettant l'arrosage des pistes afin d'éviter les envols de poussières. Il dispose également d'un décrotteur pour les roues des camions afin de ne pas transporter de boue sur la voirie publique. Ce décrotteur est remplie d'eau à l'aide de la citerne. Il n'a pas d'exutoire. Il est curé périodiquement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 28.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PPC</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier seront réalisés sur une aire étanche</p>

entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche, muni d'un séparateur à hydrocarbures et permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Cet équipement fera l'objet d'un entretien régulier. Si aucune manipulation d'hydrocarbure ou de produit susceptible de générer des pollutions des eaux n'est réalisée sur le site, cette aire étanche n'est pas obligatoire.
Constats : L'entretien et le lavage des engins sont réalisés au siège de la société. Le ravitaillement est effectué par un camion transbordeur. Le site ne dispose pas d'une aire étanche.
Observations : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se munir d'une aire de rétention mobile à mettre en place lors des ravitaillements.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 28.4
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant surveillera au moyen d'au moins cinq piézomètres l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe ; au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site.</p> <p>Sur ces piézomètres : une fois par mois est relevé le niveau piézométrique, deux fois par an (en période de hautes et basses eaux) un relevé ou analyse des paramètres suivants : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les métaux lourds, les chlorures, les fluorures, l'indice phénol, COT, PCB et HAP.</p> <p>Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse seront consignés dans des tableaux (éventuellement sous forme informatique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p>
<p>Constats : Le site dispose d'un réseau de 5 piézomètres. Le niveau piézométrique est relevé mensuellement. 2 fois par an les analyses prescrites sont réalisées. L'examen des analyses 2021 ne montrent pas d'anomalies pour les paramètres concernés</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2013, article 38.1
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont déposés les différents matériaux. Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au paragraphe 38.3.5.
Constats : L'exploitant tient à jour un plan photogrammétrique sur lequel les différentes zones (extraction, remblayage...) sont visibles. D'autre part, les lots de déchets inertes apportés sur le site font l'objet d'un géoréférencement suivant les 3 axes x, y et z ce qui permet de situer leur position volumétrique exacte dans le casier en cours de remblayage. Le géoréférencement est enregistré informatiquement avec toutes les données du lot de déchet inerte concerné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/10/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 38.3.2 document préalable Avant la livraison ou avant la première série d'une livraison d'un même déchet inerte, le producteur des déchets remet à l'exploitant de la carrière un document préalable indiquant : – le nom et les coordonnées et, le cas échéant le numéro SIRET, du producteur des déchets, des éventuels intermédiaires, du ou des transporteurs ; – l'origine, les quantités et le type des déchets (code à 6 chiffres des déchets). Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant (dont les transporteurs). La durée de validité du document précité est d'une année. Si les déchets relevant de l'annexe V sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document préalable précité pourra être rempli avant enfouissement par l'exploitant de la carrière d'accueil sous la responsabilité du producteur de déchets ou de son représentant lors de la livraison des déchets.Cas particulier Les déchets « facteur 3 », c'est-à-dire ceux dont les valeurs limites sur la lixiviation ne peuvent pas dépasser d'un facteur 3 les valeurs limites des paramètres de lixiviation définies en annexe VI, pourront être acceptés en remblayage, sous réserve des dispositions des articles 38.3.2 à 38.3.6 Cette adaptation des valeurs limites ne peut pas concerner la valeur limite relative au carbone organique total (COT) sur l'éluât. Concernant le contenu total, seule la valeur limite relative au COT peut être modifiée dans la limite d'un facteur 2. Un déchet n'est admis sur le site qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable qui définit les modalités de contrôle pour s'assurer de la conformité des déchets réceptionnés. 38.3.4 déchets inertes « facteur 3 »

<p>Dans les casiers définis sur le plan figurant en annexe X du présent arrêté, les déchets inertes « facteur 3 » sont acceptés en remblayage uniquement dans la limite des surfaces et volumes précisés ci-dessous :</p> <p>volume total :</p> <p>casier 1 : 5000 m² et 75 300 m³</p> <p>casier 2 : 3000 m² et 39 500 m³</p> <p>casier 3 : 1700 m² et 27 700 m³</p> <p>casier 4 : 4700 m² et 59 300 m³</p> <p>casier 5 : 3700 m² et 43 700 m³</p> <p>Pour les casiers 3 et 5 une bande de 10 mètres sera remblayée en partie sud pour le casier 3 et en partie nord pour le casier 5 uniquement avec des déchets inertes relevant de l'annexe V du présent arrêté.</p> <p>Les volumes définis ci-dessus seront réduits autant que nécessaire afin d'intégrer les volumes des matériaux argileux déposés en fond de casier et les volumes de terre végétale régalée en surface dans le cadre de la remise en état agricole.</p> <p>Les catégories de déchets concernés se limitent aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> – terres excavées ; – terres issues d'un processus de décontamination. <p>L'origine géographique des déchets inertes et notamment des déchets inertes « facteur 3 » sera conforme aux dispositions du plan de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du bâtiment et travaux publics de l'Isère.</p> <p>Dans ce cadre, la zone de chalandise est limitée à un rayon de moins de 100 km autour du site.</p> <p>Les déchets inertes « facteur 3 » sont soumis à la procédure d'acceptation préalable définie à l'article 38.3.3 après caractérisation de base du déchet conformément à l'annexe XI.</p> <p>Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Avant livraison d'un lot de déchets inertes (notamment les "K3+") une fiche d'informations préalables est renseignée par le fournisseur des déchets inertes.</p> <p>Cette fiche contient les renseignements suivants : coordonnées du producteur, des éventuels intermédiaires, du transporteur, l'origine des déchets, la caractérisation des déchets et les paramètres issus des tests de lixiviation.</p> <p>Après examen de cette fiche, la société Guillaud TP établit un certificat d'acceptation préalable, lequel reprend certaines informations issues de la fiche d'informations préalables.</p> <p>2 lots ont été refusés en 2021 à l'examen de cette fiche.</p> <p>A la livraison des déchets un registre d'admission est renseigné avec notamment un numéro de lot, une quantité, une date et le résultat du contrôle visuel.</p> <p>Chaque lot est géoréférencé suivant les 3 axes x, y et z.</p> <p>Les producteurs de déchets inertes "K3+" se situent à moins de 100 km de la carrière de la société Guillaud TP.</p> <p>63 lots de déchets inertes "K3+" ont été réceptionnés au cours de l'année 2021 et déposés dans le casier n°1.</p>
<p>Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le code déchet à 6 chiffres doit figurer sur le certificat d'acceptation préalable</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>